



© CC BY-SA/PHOTOFEST

EXPOSITION

# ENSEMBLE. PRÉSENCES MAGHRÉBINES ET ORIENTALES DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

## ENSEMBLE. PRÉSENCES MAGRÉBINES ET ORIENTALES DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

**A**vec l'expédition d'Égypte (1798) et la conquête de l'Algérie (1830), du Moyen-Orient au Maghreb s'installe une tradition : celle de la présence de supplétifs ou de combattants réguliers arabo-orientaux dans les forces armées françaises. Dans le cadre de l'année commémorative qui s'annonce, des hommages à la Grande Guerre à travers un 100<sup>e</sup> anniversaire très attendu, et du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de la France (septembre 1943-mai 1945), ce récit tisse un lien fort entre passé et présent.

À travers une exposition qui rassemble un récit inédit, fruit du travail collectif sans précédent qui a accompagné l'édition de l'ouvrage *La France arabo-orientale*, il s'agit de sortir des mythes pour transmettre une histoire méconnue. L'armée d'Afrique tels les chasseurs d'Afrique s'est constituée à partir de 1830 avec la mise sur pied d'unités à recrutement « indigène » ou métropolitain (tirailleurs, spahis, zouaves, goumiers, méharistes...), stationnées en Algérie, en Tunisie (1881) et au Maroc (1912). L'armée française dispose alors de troupes issues de tout le Maghreb, les Européens et les Juifs d'Afrique du Nord servant eux aussi dans des corps spécifiques de l'armée d'Afrique. Ces unités jouent un rôle militaire considérable lors des conquêtes coloniales, dans les trois conflits européens et dans les guerres de décolonisation, aux côtés des troupes métropolitaines et des troupes venues des « vieilles colonies », d'Afrique, de l'océan Indien, d'Indochine, de Polynésie ou de Nouvelle-Calédonie.

L'armée française a toujours été une source d'émancipation, de promotion sociale, mais aussi de déception, car si la reconnaissance du sacrifice a été immédiate dans les armées, elle a ensuite été évacuée de la mémoire collective nationale. Depuis peu, elle commence de nouveau à irriguer la nation. Monuments du souvenir, sites de mémoire accueillant les cérémonies militaires ou les scolaires, collections des musées ou des salles d'honneur du ministère de la Défense, transmission aux jeunes générations de combattants des décorations collectives décernées aux anciens, autant d'éléments qui rappellent le souvenir de ceux qui se sont illustrés *au service de la France*. C'est tout cela que raconte cette exposition, et bien plus encore. Elle nous raconte comment, pendant plus de deux siècles, la France a su se construire dans l'espace militaire.



1798-2013

## ENSEMBLE. PRÉSENCES MAGRÉBINES ET ORIENTALES DANS L'ARMÉE FRANÇAISE



**A**vec l'expédition d'Égypte (1798) et la conquête de l'Algérie (1830), du Moyen-Orient au Maghreb, c'est née une tradition vieille de la présence de suppléments de combattants réguliers, éprouvés dans des fronts armés français.

Dans la cadre de l'armée coloniale, qui s'étendra, des combats à la Grande Guerre à travers 100 ans de présence militaires, et du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de la France (septembre 1943-mai 1945), ce récit trace un lien fort entre passé et présent.

À travers une exposition interactive en trois levels, fruit du travail collectif sans précédent qui a accompagné l'édition de l'ouvrage *La France indomptable. 81 ans de combat*, les visiteurs peuvent traverser une histoire partagée. L'armée d'Afrique, telle les troupes d'Afrique, est construite à partir de 1830 avec la mise sur pied d'unités recrutées en Algérie, en métropole (soldats, spahis, zouaves, goumiers, mousquetaires...), au Maroc, en Tunisie, en Tunisie (1881) et au Sénégal (1912). L'armée française dispose alors de troupes issues de tout le Maghreb, les Comores et les îles d'Afrique du Nord, servant non aussi dans des corps spécifiques de l'armée d'Afrique. Ces unités jouent un rôle militaire considérable lors des opérations coloniales, dans les trois conflits européens et dans les guerres de décolonisation, sur tous les fronts métropolitains et des troupes servent dans de nouvelles colonies à l'Afrique, de l'Océan Indien, d'Indochine, de Polynésie ou de Nouvelle-Calédonie.

L'armée française a toujours été une source d'innovation, de promotion sociale, mais aussi de désillusion, car « la reconnaissance du sacrifice a été limitée dans les années, elle a mené au désastre de la majeure partie nationale. Depuis peu, elle commence de nouveau à irriguer le tissu. Moments de la zone, mais de nombreux accueillent les diplômés militaires ou les anciens combattants des unités ou des salons. Plus tard, du ministère de la Défense, transmission aux jeunes générations de combattants, des décorations collectives décernées aux anciens, assure d'ailleurs, qui rappelle le souvenir de leur qui se sont illustrés au service de la France. C'est tout cela que nous raconte cette exposition et bien plus encore. Elle nous raconte comment pendant plus de deux siècles, la France a su se reconstruire dans l'esprit militaire.

PRÉSENCES EN FRANCE DE 1863 À 1907



(1) 120 000 combattants, militaires et civils, ont été recrutés dans les Empires français en 1914.



PRÉSENCES DES AFRIQUES, DES GARIBOLDI ET DE L'OCÉAN INDIEN DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

Découvert dans une exposition interactive en trois niveaux, le visiteur découvre également une œuvre de compositeurs. Une œuvre créée à l'initiative du Président de la République de la France, la cérémonie des 100 ans de la création de l'Armée française, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et du développement des colonies, et surtout, et qui a été mise en musique par un compositeur de renom, le Général Gauthier. Découvrez également les lieux de l'œuvre originale.



« Nous avons mérité cet bonneur et la mère patrie considérera sans doute qu'elle se doit à elle-même de nous l'accorder. »

Émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader et officier de la Grande Guerre, 1922.



Le Centre Historique de l'Armée Française est un organisme d'intérêt public, créé par la loi n° 2011-1056 du 21 septembre 2011 relative à la réforme de la Haute-Normandie. Le Centre Historique de l'Armée Française est un organisme d'intérêt public, créé par la loi n° 2011-1056 du 21 septembre 2011 relative à la réforme de la Haute-Normandie. Le Centre Historique de l'Armée Française est un organisme d'intérêt public, créé par la loi n° 2011-1056 du 21 septembre 2011 relative à la réforme de la Haute-Normandie.

## LES ORIGINES

**N**apoléon Bonaparte s'est attaché, tout au long de ses campagnes militaires, les services de suppléants égyptiens ou originaires de l'Empire ottoman (musulmans, coptes, melkites ou orthodoxes). L'article 12 de l'acte de capitulation des Français en Égypte précisait le statut de ces futurs « rapatriés », déclarés libres de « suivre l'armée française ». Ces « Orientaux » vont être regroupés au sein de la Légion copte créée en avril 1800, puis intégrés à l'armée française en 1802 à travers le bataillon des chasseurs d'Orient créé à Melun. Sur un effectif d'un millier d'hommes au début, beaucoup désertent et, après quelques mois, il n'en reste que quatre cents que l'on regroupe à Toulon. Ils seront de toutes les campagnes napoléoniennes.

À partir de 1830 et avec la conquête de l'Algérie, les unités locales d'infanterie de zouaves, sont créées au sein de l'Armée d'Afrique. Le recrutement est alors mixte et les soldes identiques pour les « indigènes » et les Français. Dix ans plus tard, le système « égalitaire » initial est supprimé. L'ordonnance du 8 septembre 1841 indique la formation d'un régiment de zouaves constitué presque exclusivement de métropolitains et de Français d'Afrique du Nord avec une forte minorité de Juifs d'Algérie. Une seconde ordonnance (7 décembre 1841) crée en Algérie trois bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont incorporés les soldats musulmans. Jusqu'à la campagne de Crimée, les appréciations portées sur ces combattants restent mitigées. Cependant, un personnage comme Mustapha ben Ismaël, *agha* (chef) du maghzen des Douair et Zméla, reçoit en 1841 le grade de général de brigade à « titre étranger ». Ces régiments de soldats musulmans sont généralement placés sous le commandement d'officiers français comme Joseph Vantini dit le « général Youssouf ». Dans le même temps — et après la création de la Légion étrangère — est créé en 1834 en Algérie un corps de cavaliers indigènes qu'on nomme spahis, qui passe ensuite à trois régiments (ordonnance de juillet 1845). Comme on le voit et de manière visible, les Européens reprendront tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle les traditions et les tenues des unités ottomanes, symboles de l'Orient.

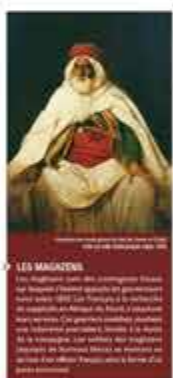


1798-1848

## LES ORIGINES

Napoléon Bonaparte s'est attaché, tout au long de ses campagnes militaires, les services de suppléants égyptiens ou originaires de l'Empire ottoman (musulmans, coptes, malinkés ou orthodoxes). L'article 12 de l'acte de capitulation des Français en Égypte précisait le statut de ces futurs « régiments », déclarés libres de « suivre l'armée française ». Ces « Orientaux » vont être regroupés au sein de la Légion copte créée en avril 1800, puis intégrés à l'armée française en 1802 à travers le bataillon des chasseurs d'Orient créé à Melun. Sur un effectif d'un millier d'hommes au début, beaucoup désertent et, après quelques mois, il n'en reste que quatre cents que l'on renvoie à Toulon. Ils seront de toutes les campagnes napoléoniennes.

À partir de 1830 et avec la conquête de l'Algérie, les unités locales d'infanterie de zouaves, sans créées au sein de l'Armée d'Algérie. Le recrutement est alors mixte et les soldats identiques pour les « indigènes » et les Français. Dix ans plus tard, le système « égalitaire » initial est supprimé. L'ordonnance du 8 septembre 1841 indique la formation d'un régiment de zouaves constitué presque exclusivement de métropolitains et de Français d'Afrique du Nord avec une forte minorité de juifs d'Algérie. Une seconde ordonnance (7 décembre 1841) crée en Algérie trois bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont incorporés les soldats musulmans jusqu'à la campagne de Crimée. Les appréciations portées sur ces combattants restent mitigées. Cependant, un personnage comme Mazagha ben Ismaël, agha (chef) du ragaïban de Dosouir et Zmelis, reçoit en 1841 le grade de général de brigade à « titre étranger ». Ces régiments de soldats musulmans sont généralement placés sous le commandement d'officiers français comme Joseph Vissini dit le « général Youssouf ». Dans le même temps — et après la création de la Légion étrangère — est créé en 1834 en Algérie un corps de cavaliers indigènes qu'on nomme spahis, qui passe ensuite à trois régiments (ordonnance de juillet 1845). Comme on le voit et de manière visible, les Européens reprendront tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle les traditions et les tenues des unités ottomanes, symboles de l'Oriente.



**LES MAGASINS**  
Les Magasins sont des magasins militaires qui ont été créés en Algérie au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils ont été créés pour servir les troupes françaises en Algérie. Ils ont été créés par le général Youssouf.



**LA MARIAGE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE**  
Le mariage de la Légion étrangère est un événement important qui a eu lieu en 1834. Il a été organisé par le général Youssouf et a permis de renforcer les liens entre les soldats et leur pays d'origine.



Histoire d'Égypte, un album illustré par le général Youssouf. Il contient des illustrations de soldats et de chefs militaires.

«Gentil Turco, quant autour de ta boule comme un serpent s'enroule le calicot qui te sert de schako, ce chic exquis par les Turcos acquis ils le doivent à qui ? À Bourbaki, à Bourbaki !»

Chanson des Turcos, 1859

## PREMIERS COMBATS, PREMIERS HONNEURS

**L**es bataillons de tirailleurs algériens, créés depuis la conquête de l'Algérie, sont engagés lors des différentes campagnes du Second Empire aux côtés des zouaves : Laghouat (1852), Crimée (1854-1856), Cochinchine (1858-1862), Italie (1859), Sénégal (1860-1861), Chine (1860) et Mexique (1861-1867). Ces soldats se distinguent par leurs faits d'armes, et l'on commence à les célébrer. À Malakoff, le sergent Ouled el-Hadj Kaddour, mutilé des deux bras, est d'ailleurs le premier tirailleur algérien à être décoré de la Légion d'honneur. À la suite de la campagne d'Italie, un premier hommage leur est rendu en France en 1859 au camp de Saint-Maur. Dans le même temps, des bataillons de zouaves sont intégrés à la garde impériale tandis que quatre sculptures de ces combattants ornent le pont de l'Alma (1856) pour célébrer la bataille du même nom en Crimée.

Après avoir créé par décret trois régiments de tirailleurs algériens en 1855, et suite à l'expédition mexicaine, Napoléon III leur rend hommage, décidant de les incorporer au sein de la garde impériale en 1863. Ils montent alors la garde au palais des Tuileries ou au Louvre, distrayant et fascinant les visiteurs de la capitale et les Parisiens par leur uniforme éclatant. Ceux que l'on appelle les turcos défilent ensuite à Longchamp en 1866, lors de la venue du tsar de Russie et du roi de Prusse, et en 1868, consacrant leur place au sein de l'appareil militaire. Certains recevront des grades d'officiers supérieurs, comme le colonel Mohamed ben Daoud, premier élève musulman à Saint-Cyr. Avec la guerre franco-prussienne de 1870, la France fait appel à trois régiments de zouaves et trois régiments de tirailleurs, et c'est le premier conflit qui voit combattre ces soldats maghrébins sur le territoire métropolitain. Ce sont alors plus de six mille tirailleurs algériens qui montent au front et combattent à Wissembourg, à Fröeschwiller-Woerth et à Sedan. Leur conduite sur les champs de bataille est exemplaire, et leurs pertes considérables. Sur les deux mille deux cents hommes du 2<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens (RTA), seuls quatre cent quarante survivent.



1848-1870

## PREMIERS COMBATS, PREMIERS HONNEURS



**LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS AU CAMP DE SAINT-MEUR (1859)**  
 Au 14 août 1859, les travailleurs algériens sont envoyés pour la première fois à Saint-Meur, dans le département de la Moselle, pour participer à la construction d'un camp de troupes. C'est le début d'une longue collaboration entre les militaires et les travailleurs algériens, qui se poursuivra pendant plus de cinquante ans.

Les bataillons de travailleurs algériens, créés depuis la conquête de l'Algérie, sont engagés lors des différentes campagnes du Second Empire aux côtés des zouaves : Lagnouat (1852), Crimée (1854-1856), Cochinchine (1858-1862), Italie (1859), Sinaï (1860-1861), Chine (1860) et Mexique (1861-1867). Ces soldats se distinguent par leurs faits d'armes, et l'on commence à les célébrer. À Malakof, le sergent Ouled el-Hadj Kaddour, mutilé des deux bras, est d'ailleurs le premier travailleur algérien à être décoré de la Légion d'honneur. À la suite de la campagne d'Italie, un premier honneur leur est rendu en France en 1859 au camp de Saint-Meur. Dans le même temps, des bataillons de zouaves sont intégrés à la garde impériale tandis que quatre sculptures de ces combattants ornent le pont de Alma (1856) pour célébrer la bataille du même nom en Crimée.

Après avoir créé par décret trois régiments de travailleurs algériens en 1855, et suite à l'expédition mexicaine, Napoléon III leur rend hommage, décidant de les incorporer au sein de la garde impériale en 1863. Ils montent alors la garde au palais des Tuileries ou au Louvre, distraient et fascinent les visiteurs de la capitale et les Parisiens par leur uniforme éclatant. Ceux que l'on appelle les turcos défilent ensuite à Longchamp en 1866, lors de la venue du tsar de Russie et du roi de Prusse, et en 1868, consacrant leur place au sein de l'appareil militaire. Certains reçoivent des grades d'officiers supérieurs, comme le colonel **Mohamed ben Daoud**, premier officier musulman à Saint-Cyr. Avec la guerre franco-prussienne de 1870, la France fait appel à trois régiments de zouaves et trois régiments de travailleurs, et c'est le premier conflit qui voit combattre ces soldats maghrébins sur le territoire métropolitain. Ce sont alors plus de six mille travailleurs algériens qui montent au front et combattent à Wissembourg, à Froeschwiller-Wissembach et à Sedan. Leur conduite sur les champs de bataille est exemplaire, et leurs pertes considérables. Sur les deux mille deux cents hommes du 2<sup>e</sup> régiment de travailleurs algériens (RTA), seuls quatre cent quarante survivent.



Un officier et une femme algérienne, vers 1870.



Document militaire mentionnant un officier algérien.



Portrait d'un officier algérien, vers 1870.



Scène de bataille pendant la guerre franco-prussienne.



Campement de travailleurs algériens, vers 1870.



Monument commémoratif, vers 1870.



Travailleurs algériens au service des troupes.

*«Ce qui frappait les habitants des localités traversées, c'était les Turcos qui ne voyageaient pas à l'intérieur des wagons, mais s'étaient installés sur les toits.»*

Lieutenant de Narcy, Journal d'un officier de turcos, 1902.

## LE MYTHE DES TURCOS

La mythologie autour des turcos — du nom des soldats au service de l'empire ottoman qui occupaient l'Algérie avant 1830 — se développe rapidement sous le Second Empire : leurs exploits sont relayés dans la presse, dans les images d'Épinal et auprès des chansonniers. C'est d'ailleurs au cours de la bataille de Sébastopol que les tirailleurs algériens gagnent leur surnom de turcos. Leur faible présence sur le territoire métropolitain n'empêche pas la création d'un imaginaire fantasmé et populaire. Celui-ci s'amplifie au contact des populations métropolitaines à l'heure de la guerre franco-prussienne de 1870. Ils rencontrent un fort soutien populaire, notamment lorsqu'ils traversent la France sur le toit des trains, ou lorsqu'ils sont en caserne et que la foule se précipite pour les « visiter ». Après être passés par Marseille, ils combattent sur plusieurs champs de batailles et notamment à Froeschwiller-Wœrth, tandis que les bataillons présents à Paris, au sein de la garde impériale, rejoignent directement le front. Leur présence et leur combativité marquent en profondeur les esprits. À l'heure de la Commune, quelques centaines de turcos prennent part aux combats, au cœur du Paris insurgé. Plusieurs d'entre eux se rendent célèbres comme Mohammed ben Ali, ou « *le turco de la Commune Kadour* » dont Alphonse Daudet dresse un portrait peu flatteur de son engagement dans la guerre civile française : « *Tout joyeux de se trouver en si belle compagnie [...], ce déserteur sans le savoir se mêla naïvement à la grande bacchanale parisienne et fut une célébrité du moment.* » Au lendemain du conflit, la République entretient la singularité de ces troupes musulmanes et européennes d'Afrique du Nord en mettant en avant leur altérité à travers les rites, défilés, folklores et tenues orientales. La grande presse en fait — à la veille de la Grande Guerre —, les symboles de la victoire possible tel l'hebdomadaire *Le Miroir* qui présente, dès novembre 1914, ces « *brillants chasseurs d'Afrique sur la ligne de feu* » en page de couverture. Le mythe des turcos s'essouffle en partie au profit des soldats noirs, notamment à travers l'image mythique du tirailleur sénégalais qui s'impose dans l'opinion dès 1917.





REGARD

## LE MYTHE DES TURCOS

La mythologie autour des turcos — du nom des soldats au service de l'empire ottoman qui occupent l'Algérie avant 1830 — se développe rapidement sous le Second Empire : leurs exploits sont relayés dans la presse, dans les trages d'Épinal et auprès des chansonniers. C'est d'ailleurs au cours de la bataille de Sébastopol que les soldats algériens gagnent leur surnom de turcos. Leur faible présence sur le territoire métropolitain n'empêche pas la création d'un imaginaire fantasmatique et populaire. Celui-ci s'engrène au contact des populations métropolitaines à l'heure de la guerre franco-prussienne de 1870. Ils rencontrent un fort soutien populaire, notamment lorsqu'ils traversent la France sur le toit des trains, ou lorsqu'ils sont en casernes et que la foule se précipite pour les « visiter ». Après être passés par Marseille, ils combattent sur plusieurs champs de bataille et, notamment à Froeschwiller-Wœrth, tandis que les bataillons présents à Paris, au sein de la garde impériale, répriment durement le front. Leur présence et leur combativité inspirent en profondeur les esprits.

À l'heure de la Commune, quelques centaines de turcos prennent part aux combats, au côté du Paris insurgé. Plusieurs d'entre eux se rendent célèbres comme **Mohammed ben Ali**, ou « le turco de la Commune Kadour » dont Alphonse Daudet dresse un portrait peu flatteur de son engagement dans la guerre civile française : « Tout joyeux de se trouver en si belle compagnie [...] et débattant sans le savoir sa noble mission et la grande bataille jacobine et fit une célébrité du moment. » Au lendemain du conflit, la République entretient la singularité de ces troupes musulmanes et européennes d'Afrique du Nord en mettant en avant leur abnégation à travers les rites, défilés, folklores et tanques orientales. La grande presse en fait — à la veille de la Grande Guerre —, les symboles de la victoire possible tel l'hebdomadaire *Le Miroir* qui présente, dès novembre 1914, ces « braves chasseurs d'Afrique sur le ligne de feu » en page de couverture. Le mythe des turcos s'écroule en partie au profit des soldats noirs, notamment à travers l'image mythique du traillleur sénégalais qui s'impose dans l'opinion dès 1917.



### LE SENTIER DES TURCOS DE WÖRTH

Ce sentier, véritable passage des turcos de 1870, se situe au sud-ouest de la ville de Wörth, dans le département de la Moselle. Il est le lieu de passage des turcos de la Commune et de la Commune Kadour, qui ont participé à la bataille de Wörth, le 2 août 1870. Le sentier est aujourd'hui un lieu de mémoire et de tourisme.



TERMINAGE DU FUSTIER C. ELIEN  
« L'œuvre à portée de main pour les écoles. Elle est destinée à servir de modèle pour les élèves de la classe de dessin et de peinture. »



Dans le sillage de Gustave Flaubert, l'écrivain parisien des lettres romanes de la Commune rencontre Mohammed ben Ali, dit « le turco de la Commune Kadour ». C'est un jeune soldat algérien, engagé dans la Commune, qui a été capturé par les Prussiens. Il est représenté avec le costume de son pays.



La dernière arabesque, scène d'Alphonse et Hippolyte André, pour une non-commission de l'École de la Ville, le 11 août 1870. Hippolyte André est un peintre de la Commune, jusqu'à la dernière arabesque.

« Comme il était beureux, comme il leur riait de toutes ses dents blanches... »

Alphonse Daudet, *Le Turco de la Commune*, 1872

## DE L'ARMÉE D'AFRIQUE À L'HOMMAGE DE LONGCHAMP

**L**a France sort défaite de la guerre contre la Prusse et meurtrie par les combats fratricides de la Commune. Par la suite, la naissance de la III<sup>e</sup> République s'accompagne d'une expansion coloniale sans précédent. L'armée d'Afrique — qui regroupe, depuis le 28 septembre 1873, le 19<sup>e</sup> corps d'armée — participe activement à la constitution de l'empire colonial. En 1881, la Tunisie devient protectorat français et vient alimenter les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. Les premiers engagements militaires dans la Chaouïa marocaine en 1903-1907 exigent l'envoi de troupes, notamment de régiments de tirailleurs algériens, pour lutter contre les « Berabers » du Nord et les « Chleuhs » du Sud. Avec le protectorat marocain (1912), de nombreux combattants « indigènes » intègrent des unités régulières. D'autres formations spécifiques à l'armée d'Afrique sont également créées, comme les compagnies méharistes sahariennes.

Dans le même temps, l'armée française poursuit son processus d'intégration des élites militaires maghrébines qui entrent dans les plus prestigieuses écoles militaires, tel Chérif Cadi, premier polytechnicien indigène. Pour faire oublier la défaite de 1870, et toujours dans le cadre d'une propagande coloniale intensive, pas une exposition universelle et coloniale, pas une cérémonie officielle ne se tient sans un détachement de turcos ou de spahis (et notamment à Paris en 1878, 1889, 1900, 1906, 1907 ; à Marseille en 1906 et 1908 ; à Lyon en 1894 et 1914, ainsi qu'à Tourcoing ou à Toulouse). Lors du défilé du 14 juillet 1913 à Longchamp, les troupes de l'empire sont particulièrement remarquées et, à la veille du conflit, leur présence rassure les Français. En 1914, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord (décuplé par la conscription des soldats algériens en 1912), composé de tirailleurs, de spahis, de méharistes et de zouaves, de chasseurs d'Afrique et de légionnaires et qui sera appelé au front aux côtés des Européens, des tirailleurs tunisiens ou des troupes marocaines.



1873-1913

## DE L'ARMÉE D'AFRIQUE À L'HOMMAGE DE LONGCHAMP

La France sort défait de la guerre contre la Prusse et meurtirée par les combats fratricides de la Commune. Par la suite, la naissance de la III<sup>e</sup> République s'accompagne d'une expansion coloniale sans précédent. L'armée d'Afrique — qui regroupe, depuis le 28 septembre 1871, le 19<sup>e</sup> corps d'armée — participe activement à la constitution de l'empire colonial. En 1881, la Tunisie devient protectorat français et vient alimenter les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. Les premiers engagements militaires dans la Chaouïa marocaine en 1903-1907 exigent l'envoi de troupes, notamment de régiments de tirailleurs algériens, pour lutter contre les « Berbères » du Nord et les « Chleuhs » du Sud. Avec le protectorat marocain (1912), de nombreux combattants et indigènes s'intègrent des unités régulières. D'autres formations spécifiques à l'armée d'Afrique sont également créées, comme les compagnies militaires sahariennes.

Dans le même temps, l'armée française poursuit son processus d'intégration des élites militaires maghrébines qui entrent, dans les plus prestigieuses écoles militaires, tel **Chérif Cadi**, premier polytechnicien indigène. Pour faire oublier la défaite de 1870, et toujours dans le cadre d'une propagande coloniale intensive, pas une exposition universelle et coloniale, pas une cérémonie officielle ne se tient sans un détachement de turcos ou de spahis (et notamment à Paris en 1878, 1889, 1900, 1906, 1907 à Marseille en 1906 et 1908 à Lyon en 1894 et 1914, ainsi qu'à Tourcoing ou à Toulouse). Lors du défilé du 14 juillet 1913 à Longchamp, les troupes de l'empire sont particulièrement remarquées et, à la veille du conflit, leur présence rassure les Français. En 1914, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord (sécularisé par la conscription des soldats algériens en 1912), composé de tirailleurs, de spahis, de miltaristes et de zouaves, de chasseurs d'Afrique et de légionnaires et qui sera appelé au front aux côtés des Européens, des tirailleurs russiens ou des troupes marocaines.



**L'INCORPORATION DES TRAVAILLEURS TUNISIENS (1881)**  
Une compagnie de tirailleurs algériens, sous les ordres de l'officier de l'armée d'Afrique, le capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie de tirailleurs algériens (1871) est envoyée à la fin de 1881 à l'incorporation des travailleurs tunisiens en Algérie. Les tirailleurs algériens sont envoyés en Algérie pour travailler dans les mines, les plantations, les travaux agricoles, les travaux de construction et les travaux de fortification.



**LA CRÉATION DES COMPAGNIES MÉDICALISÉES SAHARIENNES**  
Créées en 1903, les compagnies médicales sahariennes ont pour mission de soigner les soldats et les indigènes atteints de maladies tropicales. Elles sont composées de tirailleurs algériens et de médecins militaires.



En 1903, les tirailleurs algériens ont pour mission de soigner les soldats et les indigènes atteints de maladies tropicales. Ils sont composés de tirailleurs algériens et de médecins militaires.



**L'HOMMAGE DE LA RÉPUBLIQUE (1913)**  
Lors de cette cérémonie d'hommage de Longchamp, devant les milliers de participants, le président de la République Raymond Poincaré reçoit les tirailleurs algériens et les tirailleurs marocains. Le président de la République Raymond Poincaré reçoit les tirailleurs algériens et les tirailleurs marocains. Le président de la République Raymond Poincaré reçoit les tirailleurs algériens et les tirailleurs marocains.



**Le tirailleur à l'école**  
Des tirailleurs algériens sont envoyés à l'école pour travailler dans les mines, les plantations, les travaux agricoles, les travaux de construction et les travaux de fortification.

« Les tirailleurs furent, tous ces jours-ci, les enfants chéris de notre capitale. »

(Illustration, juillet 1913)

## LA GRANDE GUERRE

**A**vec le début de la guerre, vingt mille Algériens, huit mille Tunisiens et trois mille cinq cents Marocains débarquent dans les ports français. Sur les quarante bataillons de troupes nord-africaines qui seront au front cette année-là, trente-deux arrivent entre août et septembre 1914. Des régiments de marche, composés d'engagés volontaires, sont également mis sur pied pour répondre à l'ordre de mobilisation. En août 1914, dès les premiers combats (Charleroi, bataille de l'Aisne...), ces troupes composées de jeunes recrues subissent de lourdes pertes, notamment la brigade marocaine jetée dans la bataille, dont Adolphe Messimy fera l'éloge. Cette « guerre totale » oblige rapidement à recourir à la conscription, déjà introduite en Algérie en 1912, puis fréquemment au recrutement forcé qui entraîne, en Algérie notamment, de nombreuses révoltes. L'Algérie fournit au total cent soixante-dix mille « indigènes », la Tunisie plus de soixante mille et le Maroc presque quarante mille. On les retrouve sur tous les fronts de France et sur le front d'Orient. Aux côtés de ces combattants maghrébins, les Arméniens de France choisissent majoritairement de combattre l'Allemagne, répondant à l'appel d'Aram Turabian, qui mobilise des volontaires arméniens au sein de la Légion étrangère.

À partir du printemps 1915, les troupes maghrébines, comme les troupes européennes, sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2<sup>e</sup> régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est aussi engagé en Artois. L'imagerie populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire ; de nombreux lieux de souvenir en garderont la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nogent. Le peintre Étienne Dinet propose des stèles mortuaires et même un modèle-type appelé « mosquée démontable » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commence l'hiver 1915, le recrutement se normalise, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être acheminés dans les hôpitaux comme à Rennes.



1914-1915

## LA GRANDE GUERRE

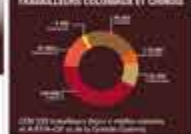
**A**vec le début de la guerre, vingt mille Algériens, huit mille Tunisiens et trois mille cinq cents Marocains débarquent dans les ports français. Sur les quarante bataillons de troupes nord-africaines qui seront au front cette année-là, trente-deux arrivent entre août et septembre 1914. Des régiments de marche, composés d'engagés volontaires, sont également mis sur pied pour répondre à l'appel de la mobilisation. En août 1914, dès les premiers combats (Charleroi, bataille de l'Alain...), ces troupes composées de jeunes recrues subissent de lourdes pertes, notamment la brigade marocaine jetée dans la bataille, dont **Adolphe Messimy** fera l'éloge. Cette « guerre totale » oblige rapidement à recevoir à la conscription, déjà introduite en Algérie en 1912, puis fréquemment au recrutement forcé qui entraine, en Algérie notamment, de nombreuses révoltes. L'Algérie fournit au total cent soixante-dix mille « indigènes », la Tunisie plus de soixante mille et le Maroc presque quarante mille. On les retrouve sur tous les fronts de France et sur le front d'Orient. Aux côtés de ces combattants maghrébines, les Arméniens de France choisissent majoritairement de combattre l'Allemagne, répondre à l'appel d'Arvan Turabian, qui mobilise des volontaires arméniens au sein de la Légion étrangère.

À partir du printemps 1915, les troupes maghrébines, comme les troupes européennes, sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2<sup>e</sup> régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est assailli engagé en Arcaix. L'inspiration populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire : de nombreux lieux de souvenir en garderont la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nogent. Le peintre Étienne Dinet propose des scènes mortuaires et même un modèle-type appelé « moquette démonstrative » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commença l'hiver 1915, le recrutement se normalise, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être acheminés dans les hôpitaux comme à Rennes.

COMBATTANTS MAGHRÉBINS EN EUROPE (1914-1915)



TIRAILLEURS COLOMBIENS ET CHINOIS



**L'HÔPITAL ET LA MOSQUE DE NOGENT**  
 Lors de l'hiver 1915, les troupes maghrébines sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2<sup>e</sup> régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est assailli engagé en Arcaix. L'inspiration populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire : de nombreux lieux de souvenir en garderont la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nogent. Le peintre Étienne Dinet propose des scènes mortuaires et même un modèle-type appelé « moquette démonstrative » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commença l'hiver 1915, le recrutement se normalise, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être acheminés dans les hôpitaux comme à Rennes.



**L'HÔPITAL COMPLÉMENTAIRE N° 30 DE RENNES**  
 Lors de l'hiver 1915, les troupes maghrébines sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2<sup>e</sup> régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est assailli engagé en Arcaix. L'inspiration populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire : de nombreux lieux de souvenir en garderont la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nogent. Le peintre Étienne Dinet propose des scènes mortuaires et même un modèle-type appelé « moquette démonstrative » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commença l'hiver 1915, le recrutement se normalise, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être acheminés dans les hôpitaux comme à Rennes.



*« Les tirailleurs maghrébines ne reculent jamais, ils sont parfois trop téméraires, moral excellent. »*

Rapport sur les troupes maghrébines au front de l'Yser, 1915

## AU-DELÀ DES TRANCHÉES

L'effort de mobilisation s'intensifie et la présence des combattants laissent leurs traces mémorielles sur le territoire comme à La Mulatière, près de Lyon, ou à Suippes dans la Marne. Aux côtés des Maghrébins, cent mille Européens d'Afrique du Nord répondent à l'appel de la patrie, et les Arméniens croisent quelques Libanais et Syriens dans la légion d'Orient. En 1917, ils sont tous à Verdun. On trouve également quelques Yéménites et Abyssins intégrés aux contingents somalis ; ils rejoindront en avril 1917 le régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM). Face à l'hécatombe du chemin des Dames d'avril 1917, les officiers français soulignent l'engagement et le volontarisme des Nord-Africains, notant l'« *esprit plus offensif que les autres troupes avec lesquelles ils combattent* ». Malgré cela, les révoltes contre la mobilisation éclatent régulièrement en Afrique depuis celles du Constantinois de 1916. La répression est sévère. Au front, malgré une fraternité d'armes indéniable, les inégalités persistent, ce que soulignent des sous-officiers, notamment le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled, alors que la France n'a de cesse de faire appel à son empire. Pour un homme au front, il en faut plusieurs à l'arrière. Le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916, mobilise outre-mer de manière croissante ces travailleurs ayant le statut de combattant.

Le prolongement de la guerre entraîne la constitution de nouvelles unités : sept régiments de marche et deux régiments mixtes de zouaves et de tirailleurs algériens sont ainsi créés. Comptant entre autres deux bataillons de tirailleurs algériens (turcos) et un peloton de spahis, le détachement français de Palestine-Syrie participe à la prise de Damas avant de rejoindre le Liban. Fin mai 1918, les Allemands lancent la seconde bataille de la Marne (jusqu'au 6 août 1918), mais les troupes alliées résistent et lancent la contre-offensive. À l'heure de la victoire, les unités de tirailleurs maghrébins figurent parmi les plus décorées de l'armée française. En outre, leurs pertes s'élèvent à vingt-cinq mille morts pour les Algériens (et plus de vingt mille Français d'Algérie tués), plus de dix mille pour les Tunisiens et un peu plus de douze mille pour les Marocains. Ces troupes sont rapidement rapatriées ou envoyées dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, après avoir participé aux défilés de la victoire. Cette participation des troupes d'Afrique du Nord au défilé du 14 juillet 1919 est un tournant majeur. Elle préfigure le défilé du 14 juillet 2014, où devraient défiler côte à côte les armées du Maroc, d'Algérie et de Tunisie.



1916-1919



## LA TERRE DE SARRIS

Depuis 1914, la commune sarrisaise de Sarris (10) s'engage dans la Première Guerre mondiale. Ses habitants s'engagent dans les rangs de l'armée française pour défendre la patrie.

## AU-DELÀ DES TRANCHÉES

L'effort de mobilisation s'intensifie et la présence des combattants laisse leurs traces mémorielles sur le territoire comme à La Malbrou, près de Lyon, ou à Suppey dans la Marne. Aux côtés des Maghrébins, cent mille Européens d'Afrique du Nord répondent à l'appel de la patrie, et les Arméniens croisent quelques Libanais et Syriens dans la légion d'Orient. En 1917, ils sont tous à l'ardant. On trouve également quelques Yéménites et Abyssins enrégimentés aux contingents somali; ils rejoindront en avril 1917 le régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM). Face à l'échec du chemin des Dames d'avril 1917, les officiers français soulignent l'engagement et le volontarisme des Nord-Africains, notant l'esprit plus affirmé que les autres troupes avec lesquelles ils combattent. Malgré cela, les révoltes contre la mobilisation éclatent régulièrement en Afrique depuis celles du Constantinois de 1916. La répression est sévère. Au front, malgré une fraternité d'armes indéniable, les inégalités persistent, ce qui soulève des sous-officiers, notamment le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled, alors que la France n'a cessé de faire appel à son empire. Pour un homme au front, il en faut plusieurs à l'arrière. Le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916, mobilise outre-mer de manière croissante ces travailleurs après le statut de combattants.

Le prolongement de la guerre entraîne la constitution de nouvelles unités : sept régiments de marche et deux régiments mixtes de zouaves et de tirailleurs algériens sont ainsi créés. Composé entre autres de deux bataillons de tirailleurs algériens (jumos) et un peloton de spahis, le détachement français de Palestine-Syrie participe à la prise de Damas avant de rejoindre le Liban. Fin mai 1918, les Allemands lancent la seconde bataille de la Marne (jusqu'au 6 août 1918), mais les troupes alliées résistent et lancent la contre-offensive. À l'heure de la victoire, les unités de tirailleurs maghrébins figurent parmi les plus décorées de l'armée française. En outre, leurs pertes s'élevaient à vingt-cinq mille morts pour les Algériens (et plus de vingt mille Français d'Algérie tués), plus de dix mille pour les Tunisiens et un peu plus de douze mille pour les Marocains. Ces troupes sont rapidement rapatriées ou envoyées dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, après avoir participé aux défilés de la victoire. Cette participation des troupes d'Afrique du Nord au défilé du 14 juillet 1919 est un tournant majeur. Elle préfigure le défilé du 14 juillet 2014, où devraient défiler côte à côte les armées du Maroc, d'Algérie et de Tunisie.



Ces régiments ont la particularité d'être composés d'Algériens et de tirailleurs sénégalais (1415), avec des unités de soutien et à l'arrière des unités de soutien pour l'armée, les troupes de l'air, les unités de soutien aux troupes.



« On est de plus en plus satisfait de la bravoure et du mordant de nos soldats de couleur : tirailleurs algériens, marocains, sénégalais. »

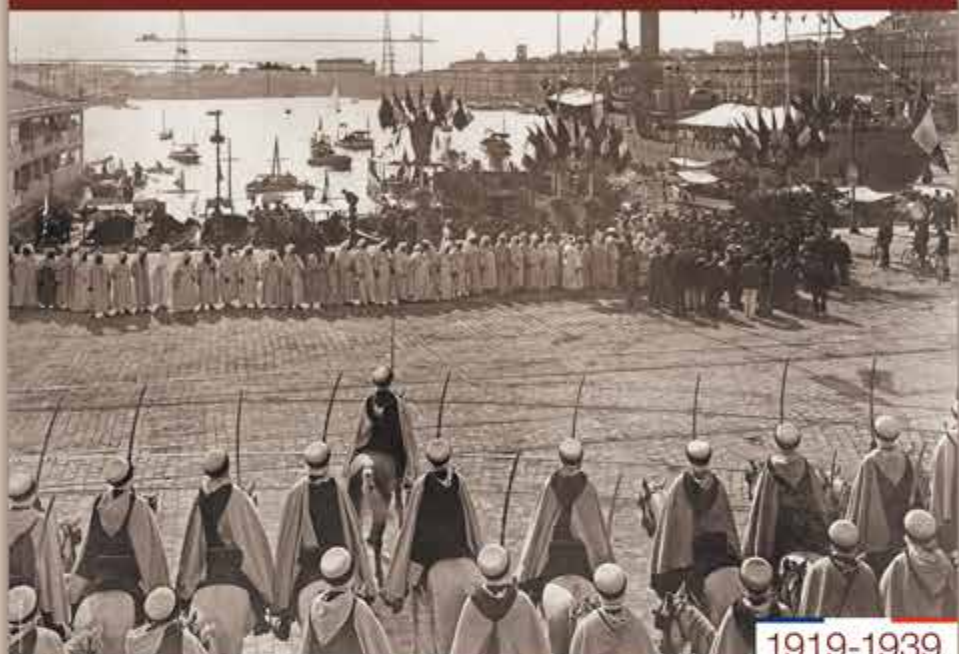
Sur le vif, janvier 1916.

## L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'entre-deux-guerres est marqué par un hommage appuyé aux combattants de la Grande Guerre. De fait, un projet de loi concernant la construction de la mosquée de Paris est voté en 1920, qui souligne le lien direct avec le conflit et le sacrifice de ces combattants : « *Si la guerre a scellé sur les champs de bataille la fraternité franco-musulmane et si plus de cent mille de nos sujets et protégés sont morts pour une patrie désormais commune, cette patrie doit tenir à l'honneur de marquer au plus tôt et par des actes, sa reconnaissance et son souvenir.* » Mais, au-delà de ces hommages officiels, de ces affiches vantant « *ce que nous devons à nos colonies* » et autres fantasias populaires où défilent les spahis et les tirailleurs en grande tenue, l'image des Maghrébins s'inscrit aussi dans celles des migrants que l'on désigne sous le terme de « *Sidis* ». Cette ambivalence traverse tout l'entre-deux-guerres, même si des monuments importants, comme celui de Vimy dans le Pas-de-Calais, sont inaugurés en 1925 en hommage à la division marocaine.

Quelques milliers de combattants, essentiellement des engagés volontaires algériens et une poignée de Marocains, demeurent stationnés aux frontières nord-est, telle une « *ligne Maginot humaine* », ainsi qu'on la qualifiera quelques années plus tard. À chaque 14 juillet et 11 novembre, leur « *exotisme* », mis en valeur par leur uniforme et leur nouba, garantit le succès des défilés dans les principales villes de garnison. Deux régiments de spahis tiennent garnison à Senlis, dont le 4<sup>e</sup> régiment de spahis marocains. L'entre-deux-guerres est sans conteste un moment de propagande coloniale intense avec la tenue de grandes manifestations nationales, comme l'Exposition coloniale internationale de Paris de 1931 ou le Centenaire de la conquête de l'Algérie, un an auparavant, mais l'éclat de ce dernier reste cependant équivoque, à un moment où le nationalisme nord-africain s'est déjà fortement implanté. Il est porté par des personnalités de premier plan, et notamment des anciens combattants, comme l'émir Khaled. Derrière ce miroir colonial, certains territoires entrent en dissidence (guerre du Rif au Maroc, grande révolte syrienne en Syrie-Liban), tandis que d'autres connaissent des événements graves (mutinerie de la garnison de Yèn Bái).





1919-1939

## L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'entre-deux-guerres est marqué par un hommage appuyé aux combattants de la Grande Guerre. De fait, un projet de loi concernant la construction de la mosquée de Paris est voté en 1920, qui souligne le lien direct avec le conflit et le sacrifice de ces combattants : « Si la guerre a coûté sur les champs de bataille la fraternité franco-musulmane et si plus de cent mille de nos sujets et postéris sont morts pour une patrie désormais commune, cette patrie doit tenir à l'honneur de marquer au plus tôt et par des actes, sa reconnaissance et son souvenir. » Mais, au-delà de ces hommages officiels, de ces affiches vantant « ce que nous devons à nos colonies » et autres tentatives populaires où diffèrent les spahis et les travailleurs en grande tenue, l'image des Maghrébins s'inscrit aussi dans celles des migrants que l'on désigne sous le terme de « Sidi ». Cette ambivalence traverse tout l'entre-deux-guerres, même si des monuments importants, comme celui de Viny dans le Pas-de-Calais, sont inaugurés en 1925 en hommage à la division marocaine.

Quelques milliers de combattants, essentiellement des engagés volontaires algériens et une poignée de Marocains, demeurent stationnés aux frontières nord-est, telle une « ligne Maginot humaine », ainsi qu'on la qualifia quelques années plus tard. À chaque 14 juillet et 11 novembre, leur « exotisme », mis en valeur par leur uniforme et leur roula, garantit le succès des défilés dans les principales villes de garnison. Deux régiments de spahis tiennent garnison à Sens, dont le 4<sup>e</sup> régiment de spahis marocains. L'entre-deux-guerres est sans conteste un moment de propagande coloniale intense avec le tenue de grandes manifestations nationales, comme l'Exposition coloniale internationale de Paris de 1931 ou le Centenaire de la conquête de l'Algérie, un an auparavant, mais l'éclat de ce dernier reste cependant équivoque, à un moment où le nationalisme nord-africain s'est déjà fortement enraciné. Il est porté par des personnalités de premier plan, et notamment des anciens combattants, comme **Piémir Khald**. Dernier ce miroir colonial, certains territoires entrent en dissidence (guerre du Rif au Maroc, grande révolte syrienne en Syrie-Liban), tandis que d'autres connaissent des événements graves (meurtre de la garnison de Yén Bâ).



Le 14 juillet 1920, le général Gouraud, en visite à Paris, est accueilli par une foule de soldats et de civils. À l'arrière-plan, on voit des soldats en tenue de combat, dont certains sont des indigènes.



### LA MOSQUÉE DE PARIS (1920)

Le 14 juillet 1920, le Congrès de Paris est consacré par la décision de la République. C'est le jour où le projet de loi concernant la construction de la mosquée de Paris est voté. Ce projet de loi est le fruit de l'initiative de la Ligue française de l'enseignement et de la Ligue française de la propagande musulmane. Le projet de loi est adopté le 14 juillet 1920 par le Congrès de Paris.

### LE CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'ALGÈRE (1900)

Le 1900 le Centenaire de la conquête de l'Algérie est célébré à Paris. C'est le jour où le projet de loi concernant la construction de la mosquée de Paris est voté. Ce projet de loi est le fruit de l'initiative de la Ligue française de l'enseignement et de la Ligue française de la propagande musulmane. Le projet de loi est adopté le 14 juillet 1920 par le Congrès de Paris.



EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA

EXPOSITION DU SARARA



La « tribune » de la République française pendant la Grande Guerre. Elle est le lieu où se déroulent les débats et les discussions de la Chambre des députés.

« Le rôle joué pendant la Grande Guerre par les indigènes algériens a été grand, leur sang s'est mêlé au sang français sur tous les champs de bataille... »

Baron des Lyons de Feuchin, 1924

## DE LA MOBILISATION AUX *FRONTSTALAGS*

**E**n 1939, l'armée d'Afrique qui répond à la mobilisation dispose de sept divisions d'infanterie nord-africaines, d'une division marocaine, de quatre divisions d'infanterie d'Afrique et de trois brigades de spahis. Ces combattants font l'objet de nombreux reportages vantant cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne, propos amplifiés lors du Salon de la France d'Outre-mer (1940). Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entrent dans la légende militaire, à l'image des spahis et de leur sacrifice dans les Ardennes. Entraînés dans la débâcle (en mai-juin 1940), soixante-cinq mille d'entre eux sont faits prisonniers et près de cinq mille cinq cents sont tués. La presse allemande n'a eu de cesse de dénoncer la présence de ces combattants. De nombreuses exactions et crimes racistes ont été signalés contre les Maghrébins, comme à Febvin-Palfart le 30 mai 1940. Après la défaite, les prisonniers « musulmans » sont le plus souvent détachés dans des commandos de travail ou retenus prisonniers en France dans des camps pour « indigènes », les *frontstalags*. La loi du 7 octobre 1940 retire la nationalité française aux Juifs d'Algérie, et le 27 mars 1941, les circulaires Picquendar fondent des camps d'internement pour les soldats juifs d'Algérie. En Afrique du Nord, jusqu'au débarquement allié de novembre 1942, une force militaire est préservée par Vichy, alors qu'en métropole, face aux nombreuses évasions, les Allemands exigent que Vichy achemine de nouveaux contingents de travailleurs nord-africains pour soutenir leur effort de guerre. À partir de 1941, si certains militants maghrébins et arméniens rejoignent des partis collaborationnistes, telle la Brigade nord-africaine de Mohamed el-Maadi ; d'autres rejoignent les rangs de la Résistance tel Mohamed Lakhdar Toumi, Missak Manouchian, Abdel-Kader Ikrelief ou Sahli-Mohand Chérif, militant algérien du PPA de Messali Hadj qui édite le journal clandestin *El Hayat*.



1939-1941

## DE LA MOBILISATION AUX FRONTSTALAGS



**LE MASSACRE DES MAROCAINS DE FERRY-PALMAY (1940)**  
Ferry-Palmay (Ardennes) le 21 mai 1940, après avoir libéré prisonniers de la poche de Sedan, les soldats allemands ont massacré les soldats marocains de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie marocaine.

**E**n 1939, l'armée d'Afrique qui répond à la mobilisation dispose de sept divisions d'infanterie nord-africaines, d'une division marocaine, de quatre divisions d'infanterie d'Afrique et de trois brigades de spahis. Ces combattants font l'objet de nombreux reportages vantant cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne, prophétisés lors du Salon de la France d'Outre-mer (1940). Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Des les premiers combats, leur héroïsme entrent dans la légende militaire, à l'image des spahis et de leur sacrifice dans les Ardennes.

Écrasés dans la débâcle (en mai-juin 1940), soixante-cinq mille d'entre eux sont faits prisonniers et près de cinq mille cinq cents sont tués. La presse allemande n'a eu de cesse de dénigrer la présence de ces combattants. De nombreuses exactions et crimes racistes ont été signalés contre les Maghrébins, comme à Fribourg-Polfer le 30 mai 1940. Après la défaite, les prisonniers « musulmans » sont le plus souvent déportés dans des commandos de travail ou retenus prisonniers en France dans des camps pour « indigènes », les **frontstalags**. Le 10 juillet 1940 entre la nationalité française aux juifs d'Algérie, et le 27 mars 1941, les circulaires Picquart fondent des camps d'enfermement pour les soldats juifs d'Algérie. En Afrique du Nord jusqu'au début septembre 1942, une force militaire est préservée par Vichy, alors qu'en métropole, face aux nombreuses pressions, les Allemands exigent que Vichy achève de nouveaux contingents de travailleurs nord-africains pour soutenir leur effort de guerre. À partir de 1941, si certains militaires maghrébins et arméniens rejoignent des partis collaborationnistes, telle la Brigade nord-africaine de Mohamed el-Haqâï ; d'autres rejoignent les rangs de la Résistance tel Mohamed Lakhdar Saïouf, Mouâz Mousouh, **Abdel-Kader Ikreïef** ou Sâib-Habib Châïf, militaire algérien du PPA de Messâï Hadj qui édite le journal clandestin *El Hayat*.



**Abdel-Kader Ikreïef** en 1940, avec son uniforme. Après la chute de l'empire colonial français, il rejoint les rangs de la Résistance en Algérie. Il est arrêté par les Allemands et déporté au camp de concentration de Drancy. L'Armée française a récupéré son corps.



**LE FRONTSTALAG D'ARRAS**  
En 1940, le Frontstalag d'Arras est composé de 100 camps. Les soldats algériens et tunisiens de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie marocaine sont regroupés dans le Frontstalag d'Arras. Ils sont déportés en Italie et en Allemagne.



*« Quand je nous vois ici, loin de chez nous, combattre pour une noble cause auprès des Français d'origine... Je suis fier d'être Marocain ! »*

Abdel-Kader Ikreïef, 1944

## DU DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD À LA VICTOIRE

**D**ans l'empire, une lutte fratricide oppose les forces gaullistes et vichystes. Au sein des Forces françaises libres (FFL), les légionnaires de la 13<sup>e</sup> demi-brigade de Légion étrangère et des tirailleurs nord-africains ont livré bataille en Érythrée et au Levant, avant de s'illustrer à Bir-Hakeim (désert de Libye) et El-Alamein (Égypte) aux côtés des Alliés. Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. C'est le grand tournant du conflit et les troupes coloniales du Maghreb rejoignent les différents théâtres d'opérations. La mobilisation générale permet de fournir en deux années cent dix-huit mille Européens et cent soixante mille musulmans « rappelés », qui s'ajoutent aux deux cent vingt-cinq mille hommes déjà prêts au combat. Trois divisions blindées et cinq divisions d'infanterie sont constituées, dont trois de l'armée d'Afrique : la 2<sup>e</sup> division d'infanterie marocaine (DIM), la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne (DIA) et la 4<sup>e</sup> division marocaine de montagne (DMM). En janvier 1944, ces unités prennent officiellement le nom de Corps expéditionnaire français (CEF). La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée, et constitue le fer de lance de la reconquête du territoire national... Après avoir combattu en Tunisie (septembre 1943), le 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs marocains et le 2<sup>e</sup> groupe de tabors marocains libèrent la Corse. L'armée d'Afrique s'engage ensuite dans la campagne d'Italie avec la prise de Monte Cassino en 1944. Après avoir débarqué sur les côtes de Provence en août 1944, les troupes remontent rapidement vers le nord-est de l'Hexagone après avoir libéré Toulon, Marseille, Lyon et Dijon. Le 12 septembre 1944, les unités venues de Normandie et celles de Provence font leur jonction. Après une dure campagne, ils franchissent enfin le Rhin en mars 1945, à l'image de d'Ahmed el-Abed. À l'heure de la victoire, le 8 mai 1945, l'Est algérien est ensanglanté par des massacres qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. La lutte pour les indépendances commence.



1942-1945

## DU DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD À LA VICTOIRE

**D**ans l'Empire, une lutte fratricide oppose les forces gaullistes et vichystes. Au sein des Forces françaises libres (FFL), les légionnaires de la 1<sup>re</sup> demi-brigade de Légion étrangère et des tirailleurs nord-africains ont livré bataille en Érythrée et au Levant, avant de s'illustrer à Bir-Hakeim (départ de Libye) et Si-Alamein (Égypte) aux côtés des Alliés. Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. C'est le grand tournant du conflit et les troupes coloniales du Maghreb rejoignent les différents théâtres d'opérations. La mobilisation générale permet de fournir en deux années cent dix-huit mille Européens et cent soixante mille musulmans « rappelés », qui s'ajoutent aux deux cent vingt-cinq mille hommes déjà prêts au combat. Trois divisions blindées et cinq divisions d'infanterie sont constituées, dont trois de l'armée d'Afrique : la 2<sup>e</sup> division d'infanterie marocaine (DIM), la 1<sup>re</sup> division d'infanterie algérienne (DIA) et la 4<sup>e</sup> division marocaine de montagne (DPM). En janvier 1944, ces unités prennent officiellement le nom de Corps expéditionnaires français (CEF). La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée, et constitue le fer de lance de la reconquête du territoire national... Après avoir combattu en Tunisie (septembre 1943), le 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs marocains et le 2<sup>e</sup> groupe de tabors marocains libèrent la Corse.

L'armée d'Afrique s'engage ensuite dans la campagne d'Italie avec la prise de Monte Cassino en 1944. Après avoir débarqué sur les côtes de Provence en août 1944, les troupes remontent rapidement vers le nord-est de l'Hexagone après avoir libéré Toulon, Marseille, Lyon et Dijon. Le 12 septembre 1944, les unités venues de Normandie et celles de Provence font leur jonction. Après une dure campagne, ils franchissent enfin l'Aisne en mars 1945, à l'image de **Ahmed el-Abed**. À l'heure de la victoire, le 8 mai 1945, l'Est algérien est englobé par des masses qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. La lutte pour les indépendances commence.

### LE MONUMENT DES GOUVERNEMENTS MAROCAINS EN CORSE (1943)

Le 15 août 1943, les troupes françaises libèrent la Corse. Le 16 août 1943, le 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs marocains est engagé dans la bataille de Monte Cassino. Le 12 septembre 1944, les troupes françaises libèrent l'Est de la France. Le 8 mai 1945, la France est victorieuse.



### LA BATAILLE DE MONTE CASSINO (1944)

Le 15 août 1943, les troupes françaises libèrent la Corse. Le 16 août 1943, le 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs marocains est engagé dans la bataille de Monte Cassino. Le 12 septembre 1944, les troupes françaises libèrent l'Est de la France. Le 8 mai 1945, la France est victorieuse.



« Nous les Tunisiens, Marocains, Algériens et Sénégalais pouvons être fiers de nous : nous nous sommes battus pour la France comme si elle était notre patrie. »

Ahmed Farhat, soldat du 4<sup>e</sup> RTT, 25 août, 1944

## LES PIEDS-NOIRS DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

**L**es Européens d'Afrique du Nord ont fait pleinement partie de l'armée d'Afrique. Dès 1831, a été créée la première troupe d'infanterie de zouaves et deux régiments de chasseurs d'Afrique. Si à l'origine, les zouaves sont recrutés exclusivement auprès des populations musulmanes, l'ordonnance du 7 mars 1833 permet le recrutement de citoyens français. La situation évolue progressivement et, à partir de 1841, les Français d'Algérie composent, avec les Juifs d'Algérie, la quasi-totalité des régiments de zouaves. De même, en 1841, les spahis musulmans sont retirés des chasseurs d'Afrique transformant ces corps en unités à grande majorité européennes. Napoléon III crée ensuite, en 1852, trois régiments de zouaves cantonnés en Algérie, et deux ans plus tard, il intègre un régiment de zouaves à la garde impériale. Les Européens d'Afrique du Nord sont également présents, et forment entre le quart et le tiers du contingent des régiments de tirailleurs et de spahis, notamment en qualité de gradés. Leur prestige s'affirme en Crimée, puis en Italie, en Chine et au Mexique. Comme pour les turcos, c'est la guerre de 1870 qui renforce leur réputation, et, comme les métropolitains, ils sont soumis, à partir de 1876, au service militaire.

En 1914, quatre-vingt treize mille Européens d'Afrique du Nord sont appelés sous les drapeaux. À la fin du conflit, ils sont cent cinquante-cinq mille mobilisés (dont cent quinze mille envoyés au front). On estime leurs pertes à vingt mille tués, à l'image de Lucien Auguste Camus, père de l'écrivain Albert Camus. On les retrouve sur le front du nord-est de la France, comme lors de la bataille de la Marne, mais également au Levant. Vingt-cinq ans plus tard, ils sont environ cent soixante-quinze mille à être de nouveau mobilisés à partir de 1942, auxquels s'ajoutent vingt mille évadés présents en Afrique du Nord. Au total, douze mille d'entre eux ne reviendront jamais. Les Européens du Maghreb ont le taux de mobilisés le plus important des territoires ultramarins atteignant 13,5 % de la population totale. Ils participent massivement à la campagne de Tunisie, puis celle d'Italie et à la libération de la métropole, où le *Chant des Africains* devient le symbole et le trait identitaire de ces combattants.



GRAND ANGLE

## LES PIEDS-NOIRS DANS L'ARMÉE FRANÇAISE



## PRÉFECTURES PIEDS-NOIRS EN 1870

En 1870, l'Algérie française est divisée en sept provinces administratives, chacune avec une préfecture. Les préfets sont nommés par le ministre de l'Intérieur. La carte ci-dessous indique les lieux de naissance des Pieds-Noirs en 1870.



Le Programme de formation à l'histoire de la République est en cours de mise en œuvre. Les enseignants sont encouragés à intégrer ces contenus dans leurs cours.

Les Européens d'Afrique du Nord ont fait pleinement partie de l'armée d'Afrique. Dès 1831, a été créée la première troupe d'infanterie de zouaves et deux régiments de chasseurs d'Afrique. Si à l'origine, les zouaves sont recrutés exclusivement auprès des populations musulmanes, l'ordonnance du 7 mars 1833 permet le recrutement de citoyens français. La situation évolue progressivement et, à partir de 1841, les Français d'Algérie composent, avec les Juifs d'Algérie, la quasi-totalité des régiments de zouaves. De même, en 1841, les spahis musulmans sont retirés des chasseurs d'Afrique transformant ces corps en unités à grande majorité européennes. Napoléon III crée ensuite, en 1852, trois régiments de zouaves cantonnés en Algérie, et deux ans plus tard, il installe un régiment de zouaves à la garde impériale. Les Européens d'Afrique du Nord sont également présents, et forment entre le quart et le tiers du contingent des régiments de tirailleurs et de spahis, notamment en qualité de gradés. Leur prestige s'affirme en Crimée, puis en Italie, en Chine et au Mexique. Comme pour les surcous, c'est la guerre de 1870 qui renforce leur réputation et, comme les métropolitains, ils sont soumis, à partir de 1876, au service militaire.

En 1914, quatre-vingt-trois mille Européens d'Afrique du Nord sont appelés sous les drapeaux. À la fin du conflit, ils sont cent cinquante-cinq mille mobilisés (dont cent quinze mille envoyés au front). On estime leurs pertes à vingt mille tués. À l'image de **Lucien Auguste Camus**, père de l'écrivain Albert Camus. On les retrouve sur le front du nord-est de la France, comme lors de la bataille de la Marne, mais également au Levant. Vingt-cinq ans plus tard, ils sont environ cent soixante-quinze mille à être de nouveau mobilisés à partir de 1942, auxquels s'ajoutent vingt mille évadés présents en Afrique du Nord. Au total, douze mille d'entre eux ne reviennent jamais. Les Européens du Maghreb ont le taux de mobilisés le plus important des territoires ultramarins atteignant 13,5 % de la population totale. Ils participent massivement à la campagne de Tunisie, puis celle d'Italie et à la libération de la métropole, où le Chien de l'Afrique devient le symbole et le trait identitaire de ces combattants.



Lucien Auguste Camus, père de l'écrivain Albert Camus. Mobilisé pendant la Première Guerre mondiale, il est blessé à la bataille de la Marne. Après un séjour en hôpital, il est réaffecté au front de Tunisie. Il est tué le 14 juillet 1916, lors de la bataille de l'Esprit-Saint.



« Quand mon père fut appelé sous les drapeaux, il n'avait jamais vu la France. Il la vit et fut tué. »

Albert Camus, *Le Premier homme*, 1960

## DÉCOLONISATIONS ET COMMÉMORATIONS

**L**a Seconde Guerre mondiale à peine terminée, révoltes et guerres d'indépendance remettent en cause l'Union française. En Indochine (1945-1954), ce sont plus de cent vingt mille engagés volontaires maghrébins qui participent au conflit et au maintien de l'ordre, près de sept mille cinq cents d'entre eux y laissant la vie. Les mouvements nationalistes qui se développent au Maghreb conduisent aux indépendances de la Tunisie et du Maroc en 1956 libérant par la même occasion la quasi-totalité des militaires originaires de ces deux pays. À partir de 1954, la guerre d'Algérie rend complexe la situation des soldats maghrébins au sein de l'armée française. On trouve pourtant en Algérie, en 1961, quelque vingt-six mille engagés — à l'image d'Ahmed Rafa —, trente-neuf mille appelés et plus de cent cinquante mille « supplétifs algériens » aux côtés des Français appelés sous les drapeaux. Du côté du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN), on retrouve d'anciens combattants de l'armée française, dont Ahmed ben Bella, ancien de Monte Cassino.

Au lendemain du conflit, plus de vingt-cinq mille appelés et engagés sont encore cantonnés en Allemagne ou en France. Les dernières unités de soldats algériens sont finalement dissoutes en métropole au milieu des années 60. Avec eux, c'est une histoire militaire commune de cent trente ans entre la France et le Maghreb qui prend fin. Avec les décolonisations, la France débute lentement (et difficilement) son travail de reconnaissance et de mémoire à l'égard de ces soldats maghrébins. En 1975, quelques semaines après les révoltes de plusieurs « camps de harkis », où les fils et les filles ont dénoncé le sort réservé à leurs parents et leur marginalisation au sein de la société française, le Mémorial national de l'armée d'Afrique est implanté à Saint-Raphaël. Alors que les associations d'anciens combattants et l'armée entretiennent le devoir de mémoire à l'égard de leurs frères d'armes, les politiques et la société civile peinent à reconnaître ces « oubliés de l'histoire ».





1945-1975

## DÉCOLONISATIONS ET COMMÉMORATIONS

La Seconde Guerre mondiale à peine terminée, révoltes et guerres d'indépendance remettent en cause l'Union française. En Indochine (1945-1954), ce sont plus de cent vingt mille engagés volontaires maghrébins qui participent au conflit et au maintien de l'ordre, près de sept mille cinq cents d'entre eux y laissent la vie. Les mouvements nationalistes qui se développent au Maghreb conduisent aux indépendances de la Tunisie et du Maroc en 1956 libérant par la même occasion la quasi-totalité des militaires originaires de ces deux pays. À partir de 1954, la guerre d'Algérie rend complexe la situation des soldats maghrébins au sein de l'armée française. On trouve pourtant, en Algérie, en 1961, quelque vingt-six mille engagés — à l'image d'Ahmed Rifaï —, trois-cent-mille appelés et plus de cent cinquante mille et suppléants algériens à aux côtés des Français appelés sous les drapeaux. Du côté du front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN), on retrouve d'anciens combattants de l'armée française, dont Ahmed ben Bella, ancien de Monte-Cassino. Au lendemain du conflit, plus de vingt-cinq mille appelés et engagés sont encore cantonnés en Allemagne ou en France. Les derniers unités de soldats algériens sont finalement dissoutes en métropole au milieu des années 60. Avec eux, c'est une histoire militaire commune de cent trente ans entre la France et le Maghreb qui prend fin. Avec les décolonisations, la France débats légalement (et difficilement) son travail de reconnaissance et de mémoire à l'égard de ces soldats maghrébins. En 1975, quelques semaines après les révoltes de plusieurs camps de harkis à, où les fils et les filles ont dénoncé le sort réservé à leurs parents et leur marginalisation au sein de la société française, le Mémorial national de l'Armée d'Afrique est inauguré à Sotte-Raphaël. Alors que les associations d'anciens combattants et l'armée entretiennent le devoir de mémoire à l'égard de leurs frères d'armes, les politiques et la société civile peinent à reconnaître ces oubliés de l'histoire.



**PRISONNIERS EN RUSSIE**  
En 1945, des soldats algériens sont envoyés en Russie pour participer à la libération de Berlin. Ils sont les seuls soldats algériens à avoir participé à la libération de Berlin.



Après quatre ans de captivité en Chine, Ahmed Rifaï est nommé lieutenant de chef de bataillon. Il participe à l'opération de libération d'Indochine, puis est nommé lieutenant de chef de bataillon. Il est nommé lieutenant de chef de bataillon.



**MÉMORIAL DE SAINT-RAPHAËL (1975)**  
Le Mémorial national de l'Armée d'Afrique est inauguré à Sotte-Raphaël. Il est dédié à tous les combattants qui ont participé à la libération de l'Indochine, du Maroc, de l'Algérie, de Tunisie, de la Libye et de l'Égypte.



**La défilée des premiers volontaires de l'Armée française au sein des Forces armées françaises (1945-1946)**  
Photo prise lors du défilé des premiers volontaires de l'Armée française au sein des Forces armées françaises (1945-1946).

« La France pourrait-elle oublier cette armée venue d'Afrique qui réunissait les Français libres de la 1<sup>re</sup> DFL, les pieds-noirs, les goumiers et les tirailleurs marocains, algériens, tunisiens... »  
Charles de Gaulle, discours d'inauguration de la plaque commémorative de la 1<sup>re</sup> armée, 1968

# HARKIS : HISTOIRE, MÉMOIRES ET RECONNAISSANCE

**L**e terme « harki » a deux sens : avant l'indépendance de l'Algérie, il désigne une catégorie de « supplétifs » de l'armée française et, après 1962, il désigne tous les Algériens combattants « rapatriés » en France et par extension, leur famille. Ces supplétifs ont toujours participé à l'histoire des troupes françaises en Afrique du Nord : *goums* et *maghzens* algériens et marocains par exemple. Progressivement, les troupes régulières ont remplacé ces troupes auxiliaires, mais lors de la guerre d'Algérie on recrute de nouveau des « supplétifs », à l'image d'un combattant comme Khélifa Haroud. Ces hommes (souvent des anciens combattants) sont rattachés à des unités régulières. Ils peuvent aussi servir dans les *moghaznis* (policiers) ou dans les groupes mobiles de sécurité (assimilés aux CRS), voir être des bénévoles rassemblés dans les groupes d'autodéfense villageois. On estime leur nombre à cent soixante-quinze mille sur les huit ans de conflit.

À la fin de la guerre, bon nombre de ces supplétifs — considérés comme des « traîtres » par les *moudjahidines* du FLN — souhaitent rejoindre la France et fuir les violences qui s'amplifient contre eux (selon les sources, entre soixante-quinze mille et cent-cinquante mille victimes). Face au flux de « rapatriés », les autorités françaises sont obligées de mettre en place des « camps de transit » à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) ou Bias (Lot-et-Garonne), qui deviendront des « camps permanents ». Ce sont plus de quarante-deux mille personnes qui transitent par les camps entre 1962 et 1965.

Les conditions de vie entraînent les mécontentements qui mènent en 1975 à la première grande révolte, suivie de beaucoup d'autres dans les années 90. Depuis une décennie, on revient peu à peu sur cette histoire douloureuse qui touche, aujourd'hui, près d'un demi-million de personnes en France. La question des indemnisations est, elle aussi, problématique : celles octroyées aux pieds-noirs dans les années 70 ne sont instaurées qu'en 1994 pour les « Français musulmans », suivies de nouveaux dédommagements en 1999, puis en 2005. En 2003, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du conflit, la *Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives* est instaurée le 25 septembre, avec pour point d'orgue une cérémonie officielle dans la cour d'honneur des Invalides.



## HARKIS : HISTOIRE, MÉMOIRES ET RECONNAISSANCE

Le terme « harki » a deux sens. Avant l'indépendance de l'Algérie, il désigne une catégorie de « suppléants » de l'armée française et, après 1962, il désigne tous les Algériens combattants et rapatriés en France et par extension, leur famille. Ces suppléants ont toujours participé à l'histoire des troupes françaises en Afrique du Nord : gâmes et mgliztes algériens et marocains par exemple. Progressivement, les troupes régulières ont remplacé ces troupes auxiliaires, mais lors de la guerre d'Algérie on recrute de nouveau des « suppléants », à l'image d'un combattant comme **Khalifa Haroudj**. Ces hommes (souvent des anciens combattants) sont attachés à des unités régulières. Ils peuvent aussi servir dans les mgliztes (policiers) ou dans les groupes mobiles de sécurité (associés aux CRS), voir être des bénévoles rassemblés dans les groupes d'autodéfense villageois. On estime leur nombre à cent soixante-quinze mille sur les huit ans de conflit.

À la fin de la guerre, bon nombre de ces suppléants — considérés comme des « traîtres » par les moudjahidines du FLN — souhaitent rejoindre la France et fuir les violences qui s'amplifient contre eux (surtout les tortures, entre soixante-quinze mille et cent-vingt mille victimes). Face au flux de « rapatriés », les autorités françaises sont obligées de mettre en place des « camps de transit » à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) ou Bas (Lot-et-Garonne), qui deviendront des « camps permanents ». Ce sont plus de quarante-deux mille personnes qui transitent par les camps entre 1962 et 1965. Les conditions de vie entraînent les maladies, notamment qui mènent en 1975 à la première grande révolte suivie de beaucoup d'autres dans les années 90. Depuis une décennie, on revient peu à peu sur cette histoire douloureuse qui touche, aujourd'hui, près d'un demi-million de personnes en France. La question des indemnités reste, elle aussi, problématique : celles octroyées aux pieds-noirs dans les années 70 ne jurent pas sur les 1994 pour les « Français musulmans », suivies de nouvelles indemnités en 1999, puis en 2005. En 2002, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du conflit, la Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations suppléantes est instituée le 25 septembre, avec pour point d'orgue une cérémonie officielle dans la cour d'honneur des Invalides.



À l'occasion d'un voyage en France, Khalifa Haroudj revient en Algérie en 1962. Il y a une atmosphère de violence et de peur. Il est obligé de fuir le pays et de rejoindre un camp. Malgré la situation de guerre, il est considéré comme un « traître » et est considéré comme un « traître ».



Le 25 septembre 2002, Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations suppléantes.



Les harkis rapatriés en France, 1962.



**LES RÉVOLTES DES CAMPS DE HARKIS (1975)**  
Durant l'été 1975, l'insurrection harkie de l'Est et de l'Ouest des camps de transit de Bas et de Rivesaltes est réprimée. Elle est suivie de révoltes dans d'autres camps de transit de la France, dans l'Est et dans le Sud. Elle est réprimée par les forces armées françaises.



Le 25 septembre 2002, Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations suppléantes.



Le 25 septembre 2002, Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations suppléantes.



Le 25 septembre 2002, Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations suppléantes.

« Si nous sommes des rapatriés, que [la France] nous accueille en fils fidèles ; si elle nous traite en réfugiés, qu'elle ait le courage de nous appeler réfugiés d'Algérie. »

Bachaga Boualem, Mon Pays, la France, 1962

## MÉMOIRE ET REGARDS CROISÉS

**D**ès octobre 1977, un tombeau du soldat inconnu d'Afrique du Nord est inauguré par le président de la République dans la crypte du mémorial de Notre-Dame-de-Lorette dans le Pas-de-Calais. Dix ans plus tard, sur le monument de Douaumont près de Verdun où figurent les noms de deux villes, Alger et Oran, Arezki Dahmani du mouvement France Plus (qui regroupe des Maghrébins engagés dans le processus électoral) dépose une gerbe et réclame un monument plus important... qui ne verra jamais le jour au regard de son coût. Vingt ans plus tard, Jacques Chirac inaugure à Verdun un nouveau monument, doublé d'une plaque à Douaumont, rappelant les sacrifices de 1916. À cette occasion, le président du CFCM, Dalil Boubakeur, déclare « *c'est là que l'islam de France est né* ».

Depuis une dizaine d'années, mémoires et commémorations se croisent et s'entremêlent, alors que la place des Maghrébins — et des musulmans pour certains — dans la société française connaît une série de faits divers dramatiques : agressions et attentats contre des militaires, tags racistes sur des tombes d'anciens combattants maghrébins, mosquées visées par des inscriptions ou des attentats à la bombe, agressions de personnes voilées... Dans le même temps, ce passé rencontre enfin le présent, comme à Toulon en 2004 en hommage au débarquement en Provence ou lors du cinquantenaire des indépendances en 2010 sur les Champs-Élysées. Pour autant, les enjeux autour des « décristallisations » des pensions militaires, portés par des hommes comme Lahcen Bahassi, traversent cette décennie. Il aura fallu attendre que le cinéma s'empare d'un tel sujet, avec le film *Indigènes* de Rachid Bouchareb en 2005, pour que ces mémoires dépassent les cercles militaires et fassent évoluer la question des pensions. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, une nouvelle politique en lien avec l'arrêt du 30 novembre 2001 du Conseil d'État est mise en place sous la conduite du ministre délégué aux Anciens combattants de l'époque, Hamlaoui Mekachera (2007). Enfin, avec le « jugement Mehti » (2008), une normalisation des statuts s'impose, qui déclare l'égalité des pensions entre les anciens combattants.

Aujourd'hui, l'armée française continue sa politique d'hommage mémoriel notamment par la mise en place d'expositions, comme celle inaugurée en 2012 aux Invalides sur la présence française en Algérie et de nombreuses autres qui ont transmis cette histoire : *Nos Libérateurs, Toulon, Août 1944* (2004), le travail de la compagnie de théâtre Mémoires Vives avec la pièce *À nos morts*, ou encore l'exposition *Harkis 1962-2012* à l'Hôtel national des Invalides (2013). De fait, les commémorations qui débutent, du Centenaire du 14 juillet à Longchamp (1913-2013) au Centenaire de la Première Guerre mondiale (2014-2018), du Cent-cinquantième de la présence des tirailleurs algériens au sein de la garde impériale (1863) au 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération du territoire national (1943-1945), seront autant d'« occasions exceptionnelles pour l'ensemble des Français rassemblés dans leur diversité et leur histoire partagée » de valoriser ces récits, comme l'a rappelé Kader Arif, le ministre délégué aux Anciens combattants au cours de l'été 2013.



AUJOURD'HUI

## MÉMOIRE ET REGARDS CROISÉS

**D**ès octobre 1977, un tombeau du soldat inconnu d'Afrique du Nord est inauguré par le président de la République dans la crypte du mémorial de Notre-Dame-de-Lorette dans le Pas-de-Calais. Dix ans plus tard, sur le monument de Douaumont près de Verdun où figurent les noms de deux villes, Alger et Oran, Antzou Dahmani du mouvement France Plus (qui regroupe des Maghrébins engagés dans le processus électoral) dépose une gerbe et réclame un monument plus important... qui ne verra jamais le jour au regard de son coût. Vingt ans plus tard, Jacques Chirac inaugure à Verdun un nouveau monument, doublé d'une plaque à Douaumont, rappelant les sacrifices de 1914. À cette occasion, le président du CFCH, Dali Boubakeur déclare « c'est là que l'armée de France est née ».

Depuis une dizaine d'années, mémoires et commémorations se croisent et s'entremêlent, d'ors que le rôle des Maghrébins — et des musulmans pour certains — dans la société française connaît une série de faits divers dramatiques : agressions et attentats contre des militaires, rages racistes sur des tombes d'anciens combattants maghrébins, moqueries viles par des inscriptions ou des attentats à la bombe, agressions de personnes voilées... Dans le même temps, ce passé rencontre enfin le présent, comme à Toulon en 2004 en hommage au débarquement en Provence **■** ou lors du cinquantième des indépendances en 2010 sur les Champs-Élysées. Pour autant, les enjeux autour des « déstigmatisations » des pensions militaires, portés par des hommes comme **Lahcen Bahassi**, traversent cette décennie. Il aura fallu attendre que le criminel « enarque d'un tel sujet, avec le fils indigène de Rachid Bouharbâ en 2005, pour que ces mémoires dépassent les cercles militaires et fassent évoluer la question des pensions. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, une nouvelle politique en lien avec l'arrêt du 30 novembre 2001 du Conseil d'État est mise en place sous la conduite du ministre délégué aux Anciens combattants de l'époque, Hendaoui Melachers (2007). Enfin, avec le « jugement Mehta » (2006), une normalisation des statuts s'impose, qui déclare l'égalité des pensions entre les anciens combattants. Aujourd'hui, l'armée française continue sa politique d'hommage rétrospectif notamment par la mise en place d'expositions, comme celle inaugurée en 2012 aux Invalides **■** sur la présence française en Algérie et de nombreuses autres qui ont transmis cette histoire : Nos Libérateurs, Souk, Août 1962 (2006), le travail de la compagnie de théâtre Mémoires Vives avec la pitale à nos morts, ou encore l'exposition Harkis 1962-2012 à l'État national des Invalides (2013). De fait, les commémorations qui débattent, du Centenaire du 14 juillet à Longchamp (1913-2013) au Centenaire de la Première Guerre mondiale (2014-2018), du Cent-cinquantième de la présence des civils algériens au sein de la garde impériale (1863) au 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération du territoire national (1943-1945), seront suivies d'événements exceptionnels pour l'ensemble des Français rassemblés dans leur diversité et leur histoire partagée : de valoriser ces récits, comme l'a rappelé Kader Arif, le ministre délégué aux Anciens combattants au cours de l'été 2013.



**Lahcen Bahassi** (à gauche) et le journaliste **Dominique Vidal** (à droite) lors d'un reportage en 2005 sur les conditions de travail des militaires algériens en France. (Photo: AFP/Agf) (à droite) Le ministre délégué aux Anciens combattants, Hendaoui Melachers, en 2007. (Photo: AFP/Agf)



**LE 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT EN PROVENCE (2004)**  
Un commandement de 400 hommes de militaires en Provence en 2004, au site de l'ancien camp de la 1<sup>re</sup> division blindée de la 1<sup>re</sup> armée, au lieu de la bataille de Verdun. (Photo: AFP/Agf)



Le général **Erick Irastorza**, ancien président de la Mission du Centenaire, en 2001. (Photo: AFP/Agf)



Le général **Erick Irastorza**, ancien président de la Mission du Centenaire, en 2001. (Photo: AFP/Agf)



Le général **Erick Irastorza**, ancien président de la Mission du Centenaire, en 2001. (Photo: AFP/Agf)



**Les bénéficiaires de la loi de 1962**, anciens combattants de l'armée française, qui ont obtenu le statut de militaires. (Photo: AFP/Agf)

« L'armée doit être une émanation de la société dans toutes ses composantes, qui fédère en transcendant les particularismes ethniques, sociaux ou religieux. »  
Général (2F) **Erick Irastorza**, ancien président de la Mission du Centenaire, 2001

## NOUVEAUX ENJEUX ET VISIBILITÉS ACTUELLES

L'assassinat des militaires Imad Ziaten, Abel Chennouf et Mohamed Legouad par Mohamed Merah, en mars 2013, a souligné aux yeux de l'opinion, au-delà de l'acte criminel, le visage « issu de la diversité » de l'armée française. Avec la suspension du service national obligatoire (1996) et la professionnalisation de l'armée, cette présence s'est prolongée. On estime — en l'absence de chiffres précis puisque les statistiques ethniques sont interdites — que cette population issue de l'immigration représenterait environ 15 % des effectifs militaires (contre plus de 30 % de soldats afro-américains et hispaniques aux États-Unis). Aux États-Unis, on favorise un « recrutement ethnique » ; au Royaume-Uni, il existe des équipes de recrutement issues des « minorités ethniques » et un système de quotas baptisé *Plan d'action pour l'égalité des chances* ; aux Pays-Bas, on cible directement des « minorités ethniques ». Si la France a mis en place plusieurs programmes d'intégration et de lutte contre les discriminations, ce type de politique affirmée en matière de recrutement n'existe pas.

En France, néanmoins, on trouve au sein de l'armée de l'air la possibilité d'un contrat d'engagement de trois ans, renouvelable, destiné aux jeunes défavorisés, et, en 2008, un programme d'égalité des chances a été mis en place. Pour ces efforts, l'armée de terre s'est vue décernée, en 2013, le « Prix de la diversité » par l'association Tolède. Mais il n'existe pas encore de politique globale en faveur des diversités des origines, même si ces atouts sont reconnus, notamment lors des interventions en dehors du territoire national. En outre, ces soldats, en particulier ceux d'origine ou de confession musulmane, peinent parfois à faire reconnaître qu'ils sont pleinement français, du fait du soupçon de « double allégeance » et de l'émergence du radicalisme islamique ; il reste donc de nombreux efforts à entreprendre quant à la promotion de ces soldats. Depuis des décennies, dans le Jardin d'agronomie tropicale de Nogent-sur-Marne, un hommage est désormais rendu tous les ans à cette armée historiquement composée de populations très diverses.



## NOUVEAUX ENJEUX ET VISIBILITÉS ACTUELLES

L'assassinat des militaires Imad Ziten, Abél Chennouf et Mohamed Legoual par Mohamed Merah, en mars 2013, a souligné aux yeux de l'opinion, au-delà de l'acte criminel, le visage « issu de la diversité » de l'armée française. Avec la suspension du service national obligatoire (1996) et la professionnalisation de l'armée, cette présence s'est prolongée. On estime — en l'absence de chiffres précis puisque les statistiques ethniques sont interdites — que cette population issue de l'immigration représenterait environ 15 % des effectifs militaires (contre plus de 30 % de soldats afro-américains et hispaniques aux États-Unis). Aux États-Unis, on favorise un « recrutement ethnique » : au Royaume-Uni, il existe des équipes de recrutement issues des « minorités ethniques » et un système de quotas. L'État français a mis en place plusieurs programmes d'immigration et de lutte contre les discriminations, ce type de politique affirmée en matière de recrutement n'existe pas.

En France, néanmoins, on trouve au sein de l'armée de l'air la possibilité d'un contrat d'engagement de trois ans, renouvelable, destiné aux jeunes défavorisés, et, en 2008, un programme d'égalité des chances a été mis en place. Pour ces efforts, l'armée de terre s'est vue décerner, en 2011, le « Prix de la diversité » par l'association Taïebé. Mais il n'existe pas encore de politique globale en faveur des diversités des origines, même si ces sujets sont reconnus, notamment lors des interventions en dehors du territoire national. En outre, ces soldats, en particulier ceux d'origine ou de confession musulmane, peinent parfois à faire reconnaître qu'ils sont pleinement français, du fait du soupçon de « double allégeance » et de l'émergence du radicalisme religieux ; il reste donc de nombreux efforts à entreprendre quant à la promotion de ces soldats. Depuis des décennies, dans le Jardin d'agronomie tropicale de Nogent-sur-Marne, un hommage est désormais rendu tous les ans à cette armée historiquement composée de populations très diverses.

### LES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE (ETE 2012)



Plus d'un million de soldats à 100 opérations en 2012

### LE JARDIN DE NOGENT

C'est le lieu de l'histoire le jardin d'agronomie tropicale de Nogent-sur-Marne, dans le département de la Seine-Saint-Denis, qui a été choisi pour accueillir la première installation de l'armée française en France des 21 États membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, et se trouve au sein d'un espace vert de 10 hectares, qui a été créé en 1968. Ce jardin est devenu un lieu de rencontre et de dialogue entre les soldats et les habitants de la région.



**LA MINORISATION D'ALPHONSE**  
Général Michel Biass Ouhès, le général commandant de la 10<sup>e</sup> brigade de la 1<sup>re</sup> division blindée de la 3<sup>e</sup> armée, en 1988. Un homme politique qui, en 1988, a été élu député de la Seine-Saint-Denis. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis en 1988. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis en 1988. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis en 1988.



« Il est opportun que l'armée soit le plus proche possible de l'image de la nation. »

Général Bruno Cuche, Libération, 2006



*« Nous avons mérité cet honneur et la mère patrie considérera sans doute qu'elle se doit à elle-même de nous l'accorder. »*

Émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader et officier de la Grande Guerre, 1922

